

OTC

Un drone azéri neutralisé hier soir par les forces arméniennes

Hier soir vers 23 heures les forces armées arméniennes anti-aériennes ont détruit un drone azéri qui tentait de s'introduire dans l'espace aérien de l'Arménie. L'engin a été détruit près de la frontière sud-ouest de l'Arménie, face au Nakhitchevan, territoire arménien spolié par l'Azerbaïdjan en 1920.

La nuit dernière jusqu'à ce matin à 9 heures la situation était toutefois calme sur les frontières de l'Arménie.

Krikor Amirzayan

2- Les Nouvelles d'Arménie

23/07/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=81603

S'il n'y avait pas les troupes russes, il n'y aurait plus d'Arméniens au Karabakh

L'ambassadeur de France en Arménie Jonathan Lacôte a appelé à la reprise des négociations sur le règlement du conflit du Haut-Karabakh, à la détermination de son statut, et a également félicité la Russie pour son rôle dans la région.

Dans une interview au service en langue arménienne de RFE/RL (Radio Azatutyun), le diplomate français a déclaré qu'aujourd'hui c'est la Russie qui assure la sécurité des Arméniens du Haut-Karabakh.

« S'il n'y avait pas les troupes russes (de maintien de la paix), il n'y aurait plus d'Arméniens au Karabakh maintenant », a déclaré le diplomate.

Selon lui, la déclaration du 9 novembre 2020 (signée par les dirigeants de l'Arménie, de la Russie et de l'Azerbaïdjan pour mettre fin à toutes les hostilités dans la zone de conflit) a abouti au cessez-le-feu, qui est généralement observé, mais huit mois plus tard il est évident que ce document ne résout pas tous les problèmes.

« Certaines de ses dispositions, en particulier, sur la libération des prisonniers de guerre (détenus en Azerbaïdjan) ne sont pas pleinement respectées. Et en général, la déclaration du 9 novembre ne dit rien sur le futur statut du Karabakh. La déclaration était une Cependant, il est maintenant nécessaire de renforcer la paix, le régime de cessez-le-feu et de lancer un processus politique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sous les auspices du Groupe de Minsk de l'OSCE" , a déclaré Jonathan Lacôte.

L'ambassadeur a également souligné le fait qu'après la dernière guerre d'automne au Karabakh, la frontière de l'Arménie avec l'Azerbaïdjan s'est allongée de plusieurs centaines de kilomètres.

Selon ses propres termes, la question du Karabakh dans son ensemble n'a pas été résolue. « Par conséquent, nous sommes favorables au démarrage d'un processus politique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, que les coprésidents du groupe de Minsk sont appelés à accompagner. À l'heure actuelle, le Groupe de Minsk de l'OSCE est le seul organe reconnu par toutes les parties traitant de ces //questions », a déclaré l'ambassadeur.

Selon lui, la meilleure garantie de sécurité pour l'Arménie et la région est le règlement de ces points par la négociation.

L'ambassadeur de France a également expliqué le refus de son collègue en Azerbaïdjan de visiter la ville de Shushi (maintenant contrôlée par l'Azerbaïdjan) avec plusieurs dizaines de diplomates étrangers, organisée par Bakou les 9 et 10 juillet.

« La réalité est que le statut du Haut-Karabakh devrait être déterminé par des négociations dans le cadre du groupe de Minsk de l'OSCE. Tant que ce statut n'est pas déterminé, ni l'ambassadeur de France à Bakou, ni l'ambassadeur de France à Erevan ne peuvent se rendre au Karabakh. À Bakou, mon collègue ne va pas à Chouchi, je ne vais pas non plus à Stépanakert", a expliqué l'ambassadeur.

Il a ajouté que tous les pays coprésidents du Groupe de Minsk (USA, Russie, France) adhèrent à cette position.

par [Jean Eckian](#)

3- Les Nouvelles d'Arménie

23/07/2021

Pachinian exalte une fois encore le rôle de la Russie dans la défense de l'Arménie

Deux jours après la visite effectuée par le président azerbaïdjanais Ilham Aliev à Moscou, où il avait été reçu par le président russe Vladimir Poutine, le premier ministre arménien Nikol Pachinian a jugé utile de rappeler les liens stratégiques unissant l'Arménie à la Russie, dont il a souligné qu'elle jouait un rôle crucial dans la région, en empêchant une escalade des tensions dans le conflit du Karabagh et en aidant l'Arménie à faire face aux menaces pesant sur sa sécurité. Dans son intervention inaugurale de la réunion hebdomadaire du conseil des ministres à Erevan, jeudi 22 juillet, N. Pachinian a ainsi déclaré : "Les actions provocatives de l'Azerbaïdjan et ses ambitions démesurées font peser de nouvelles menaces sur la région, l'Arménie et l'Artsakh (Karabagh)" en ajoutant que "dans ce contexte, je me dois de saluer le rôle clé que joue la Fédération de Russie dans le maintien de la stabilité et de la sécurité dans notre région". Le dirigeant arménien a cité, à l'appui, la présence de troupes russes en Arménie et d'un contingent séparé de forces de paix russes que Moscou a déployé dans le Haut Karabagh dans la foulée de l'accord de cessez-le-feu qu'il avait amené les Arméniens et les Azéris à signer le 9 novembre 2020, pour mettre fin à six semaines d'une guerre meurtrière. Pachinian n'a cessé depuis, d'exalter l'alliance militaire russo-arménienne, qu'il appelait à renforcer, mais ses propos prennent une résonance particulière après la rencontre au Kremlin le 20 juillet de MM. Poutine et Aliev, sur fond de tensions accrues sur divers points d'une frontière arméno-azérie dont le tracé est une nouvelle source de conflit depuis la défaite infligée aux Arméniens par l'armée azérie soutenue par la Turquie.

En accueillant son homologue azéri, avec lequel il entend préserver des relations cordiales, le président Poutine l'avait remercié pour son aide dans la recherche de

“solutions de compromis” dans la zone de conflit du Karabagh. Une « aide » qui s’exprime aujourd’hui par la forte pression militaire qu’exerce Bakou sur Erevan sans que Moscou semble y trouver à redire, mais Poutine, avec un art consommé de la langue de bois, a fait remarquer que « elles [solutions de compromis] sont toujours les plus difficiles” en ajoutant : “Mais si nous voulons ... un règlement, nous devons suivre cette voie. Jusqu’à présent, nous y sommes parvenus, et c’est pourquoi je tenais à vous en remercier”. Ces déclarations lénifiantes du chef du Kremlin ne laissaient rien paraître du regain de tensions dans la région, à l’origine des craintes exprimées par son allié arménien, qui a à plusieurs reprises sollicité l’aide de la Russie comme de l’Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), l’alliance militaire qu’elle dirige, pour faire face aux provocations répétées de l’Azerbaïdjan, dont l’armée a occupé depuis début mai différentes sections de la frontière arméno-azérie.

La Russie, comme l’OTSC, se sont employées à minimiser ces tensions, présentées comme de simples « incidents de frontières » et non pas comme une tentative de Bakou de pousser son avantage sur le terrain, après sa victoire militaire dans la dernière guerre du Karabagh. Poutine pourtant, avait reçu Pachinian le 7 juillet au Kremlin, quelques jours après sa victoire aux élections législatives anticipées du 20 juin qui le reconduisaient au pouvoir à Erevan. A cette occasion, le président russe avait tenu des propos tout aussi ambigus : s’il n’avait pas « remercié » le premier ministre arménien, comme il le fera 13 jours plus tard avec insistance avec le président azéri, Poutine le félicitait pour sa victoire aux élections qui lui accordaient, avait-il souligné, un mandat populaire pour répondre aux “questions très complexes et sensibles” auxquelles fait face l’Arménie. Autrement dit, l’allié arménien, vaincu, ne peut que s’exécuter, là où le partenaire azéri daigne dialoguer, et est remercié pour cela. Avant de le recevoir à Moscou, Poutine avait eu un entretien téléphonique avec Pachinian le 24 juin pour discuter des projets soutenus par la Russie visant à rétablir les axes de transport entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan, tels qu’ils avaient été envisagés dans les termes de l’accord de cessez-le-feu de novembre et confirmés lors d’une réunion en janvier des dirigeants des trois pays. Il avait eu un entretien la veille avec Aliev dont l’ordre du jour était le même. Jeudi, Pachinian durcissait les critiques visant les autorités azéries, qu’il accusait de vouloir torpiller la mise en œuvre des projets à l’initiative de la Russie en provoquant un nombre croissant d’incidents armés sur la frontière arméno-azerbaïdjanaise et en persistant dans son refus de libérer des dizaines de prisonniers arméniens toujours détenus en

Azerbaïdjan. Il réitérait dans le même temps l'intérêt que porte Erevan à l'ouverture de la frontière à des fins commerciales.

Lors de sa rencontre avec Poutine au Kremlin, Aliev n'a pas été en reste en termes de langue de bois et a affirmé au président russe qu'il souhaitait s'assurer que la "période de l'après-guerre suive son cours, le moins pénible possible". Contrairement à Erevan, mais aussi aux médiateurs internationaux du Groupe de Minsk de l'OSCE, à commencer par ses coprésidents russe, français et américain, l'Azerbaïdjan estime qu'il a réglé le conflit du Karabagh en remportant la guerre. Le président azéri avait déclaré la semaine dernière que Erevan devait signer un "accord de paix" avec Bakou, induisant que l'Arménie devrait de ce fait reconnaître formellement la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le Karabagh. "Les Arméniens devraient y réfléchir avec soin car sinon, ce sera trop tard pour eux à l'avenir", avait mis en garde le leader azéri. Dans la foulée, emporté dans sa diatribe contre les Arméniens, Aliev avait une fois encore affiché des prétentions sur une grande partie du territoire de l'Arménie, y compris la capitale Erevan, que le régime de Bakou considère comme des "terres historiquement azerbaïdjanaises", les Azerbaïdjanais étant légitimés à « retourner dans leurs terres ancestrales". Cette nouvelle charge du président Aliev avait suscité une vive riposte de Pachinian, qui avait aussitôt condamné les déclarations du leader azéri menaçant la souveraineté et l'intégrité territoriales de l'Arménie".

par [Garo Ulubeyan](#)

4- Les Nouvelles d'Arménie

23/07/2021

Trois soldats Arméniens blessés lors de tirs avec les Azéris dans la région de Gegharkounik

Le ministère arménien de la Défense a annoncé qu'aujourd'hui vendredi 23 juillet vers 17h00 trois soldats Arméniens furent blessés lors d'échanges de tirs avec des soldats Azéris dans la région arménienne de Gegharkounik. La vie de ces soldats Arméniens n'est toutefois pas en danger. Ces tirs ont fait suite à un incident frontalier. De son côté l'Azerbaïdjan déclare la mort d'un soldat Azéri tué par la partie arménienne. Mais ce genre d'informations de Bakou, on le sait, sont souvent volontairement déformées ou fausses. Erevan affirme que l'action de ses soldats faisait suite à une provocation azérie.

Krikor Amirzayan

5- Le Courrier d'Erevan

23/07/2021

Le tribunal de Bakou condamne 13 prisonniers arméniens à 6 ans de prison

Bakou condamne 13 prisonniers arméniens détenus illégalement en Azerbaïdjan à six ans de prison.

Les personnes suivantes ont été condamnées à des peines de prison : Haykaz Hovhannisyanyan, Varazdat Manukyan, David Stepanyan, Levan Tosunyan, Artur Baghdasaryan, Serop Avakyan, Varazdat Harutyunyan, Zhora Manukyan, Hrayr Gerabyan, Narek Gasparyan, Grigor Kuregyan, Ashot Gevorkyan et Martin Aghamanyan. « *Après avoir purgé leur peine dans une prison de haute sécurité, ils seront tous expulsés de force* », indique le rapport.

À noter que les captifs sont accusés d'avoir prétendument franchi illégalement la frontière de l'Azerbaïdjan en « occupant des forêts et d'autres positions dans la partie nord-ouest de Hadrut ». Selon la partie azerbaïdjanaise, ce groupe de soldats arméniens aurait mené « des attaques armées contre des entreprises et des institutions, des organisations situées dans le pays, ainsi que contre des particuliers, dans le but de troubler la sécurité publique, d'exercer une pression sur les décisions des organes de l'État azerbaïdjanais et des organisations internationales et de créer la panique au sein de la population ».

Les captifs arméniens ont également été accusés d'avoir commis « des explosions, des incendies et d'autres actes terroristes » sur le territoire azerbaïdjanais. Le procureur a requis sept ans d'emprisonnement pour chacun d'entre eux, ainsi que leur expulsion une fois leur peine purgée. Les avocats ont demandé l'acquittement des accusés.

Les prisonniers, dans leur dernière déclaration, ont demandé à la cour de les acquitter.

Ce n'est pas le premier procès de prisonniers de guerre arméniens dans des affaires criminelles fabriquées de toutes pièces. Les prisonniers de guerre sont généralement accusés de « terrorisme », de « mercenariat » et de « franchissement illégal de la frontière de l'Azerbaïdjan ».

Le ministère arménien des Affaires étrangères avait auparavant publié une déclaration condamnant la poursuite des prisonniers et des otages détenus illégalement en Azerbaïdjan. Le ministère des affaires étrangères a souligné que les autorités azerbaïdjanaises violaient gravement le droit international et a exigé que Bakou libère immédiatement tous les captifs arméniens.

6- Le Courrier d'Erevan

23/07/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/un-citoyen-russe-condamne-10-ans-de-prison--pour-son-implication-dans-le-conflit-du-karabakh>

Un citoyen russe condamné à 10 ans de prison pour son implication dans le conflit du Karabakh en Azerbaïdjan

Un tribunal de Bakou, en Azerbaïdjan, a condamné le citoyen russe

Eduard Dubakov, qui a combattu dans le Haut-Karabakh, à 10 ans de prison.

Après avoir purgé sa peine dans une prison de haute sécurité, il sera expulsé de force. Selon le tribunal, M. Dubakov a pris part à des opérations de combat au Karabakh du côté de l'Arménie « dans le cadre d'une formation militaire illégale ». Le défendeur lui-même n'a pas plaidé coupable.

Le 14 juillet, le procureur a demandé que Dubakov soit condamné à 11 ans de prison. Le citoyen russe a été accusé de terrorisme (article 214-3.1 du code pénal), de participation à une association criminelle (article 218.2 du code pénal) et de franchissement illégal de la frontière de l'Azerbaïdjan (article 318.2 du code pénal).

L'accusation a allégué que le Russe s'était rendu illégalement dans le Haut-Karabakh, où il a pris part à des exercices militaires dans la région de Kelbajar. En janvier, il est arrivé de Turquie en Azerbaïdjan « dans le but de commettre des actes terroristes et de provocation », selon l'acte d'accusation. Il a ensuite été placé en détention.

7- Les Nouvelles d'Arménie

23/07/2021

Le géant Américain de l'énergie

Chevron quitte l'Azerbaïdjan

Chevron BTC Pipeline filiale de la société américaine Chevron ferme ses bureaux en Azerbaïdjan. L'agence russe Interfax affirme que désormais Chevron ne participera à aucun projet en Azerbaïdjan.

Chevron avait des actions sur les sites d'extraction Azer, Chirag, Gyunishli en mer Caspienne et la société américaine avait participé dans le développement du projet du gazoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Ce départ du géant américain de l'énergie pourrait annoncer le déclin économique du pays de l'Or noir et du dictateur Aliiev.

Krikor Amirzayan

8- Courrier International

22/07/2021

<https://www.courrierinternational.com/article/apres-guerre-larmenie--tente-dattirer-les-touristes-dans-le-haut-karabakh>

L'Arménie tente d'attirer les touristes dans le Haut-Karabakh

Le tourisme a toujours été un secteur florissant dans la région du Haut-Karabakh, notamment grâce à la diaspora arménienne qui s'y rend régulièrement en nombre. Comment relancer ce secteur durement affecté par la pandémie de Covid-19 et par la guerre qui a récemment opposé l'Arménie à l'Azerbaïdjan ?

//

Après la défaite dans la guerre contre l'alliance turco-azerbaïdjanaise en 2020 et

la perte de 75 % des territoires contrôlés par les Arméniens depuis la précédente guerre du Karabakh (1992-1994), les autorités de la partie du Haut-Karabakh restée aux mains des Arméniens *“tentent de soutenir leur économie en stimulant le tourisme”*, autrefois *“florissant”*, rapporte le site **Eurasianet**.

En 2018, la région a accueilli 23 000 visiteurs étrangers et 42 000 en 2019. *“La plupart venant de Russie, des États-Unis et de France, des pays où résident d’importantes communautés de la diaspora arménienne.”* En 2020, en raison de la guerre et de la pandémie de Covid-19, le Haut-Karabakh n’a reçu que 2 444 visites, puis seulement 1 447 au premier semestre 2021.

Selon Iana Avanessyan, membre de l’Initiative de développement de l’Artsakh (dénomination arménienne du Haut-Karabakh), *“les problèmes sont multiples”* : la ville historique de Chouchi, autrefois une destination touristique très prisée, à 11 kilomètres de Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh, a été récupérée par Bakou, ainsi que des monuments historiques arméniens ; les hôtels abritent des personnes déplacées ; les chemins menant vers les monastères et églises arméniens ne sont pas toujours sûrs et souvent les pèlerins sont accompagnés par les Casques bleus

[...]

Alda Engoian _____

9- Nor Haratch Hebdo

23/07/2021

Zakharova : « La Russie a préparé des documents qui peuvent orienter la discussion sur une voie constructive »

La Russie est préoccupée par toute escalade de la tension à la frontière entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan, a déclaré la représentante officielle du ministère russe

des Affaires étrangères, Maria Zakharova, lors d'un briefing le 22 juillet.

« A cet égard, je voudrais exprimer mes condoléances aux parents et amis du soldat arménien tué, et souhaiter un prompt rétablissement à tous ceux qui ont été blessés lors des incidents frontaliers », a-t-elle déclaré.

Le diplomate a également noté que le lancement immédiat des travaux sur la délimitation de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan peut assurer une désescalade durable, affirmant que la Russie est prête à soutenir les efforts en fournissant des informations cartographiques.

« La partie russe a préparé un certain nombre de documents qui peuvent orienter la discussion sur une voie constructive », a-t-elle ajouté. « Actuellement, des contacts sur cette question sont en cours avec les ministères des Affaires étrangères et de la Défense, ainsi qu'avec les services frontaliers des trois pays », a déclaré un porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

Elle a noté que la question de la stabilité régionale était à l'ordre du jour des pourparlers Poutine-Pachinian et Poutine-Aliev.

« Le groupe de travail trilatéral coprésidé par les vice-Premiers ministres conformément aux accords conclus par les dirigeants azerbaïdjanais, arménien et russe s'est réuni à plusieurs reprises pour envisager une série de mesures nécessaires pour rétablir les transports et les liens économiques. Cela nous permettra de passer à la mise en oeuvre de projets d'infrastructure communs, ce qui est pleinement conforme aux intérêts de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de l'ensemble du Caucase du Sud », a déclaré Maria Zakharova.

10- Les Nouvelles d'Arménie

22/07/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=81544

La Russie salue l'effort de médiation de l'UE dans les pourparlers sur le Karabakh

La Russie est prête à accueillir les efforts de médiation des pays de l'Union européenne dans les négociations sur le Karabakh, s'ils contribuent à la mise en œuvre des accords existants, a déclaré mercredi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, selon l'agence de presse TASS.

« Si les efforts de médiation apportent la stabilité et contribuent à la mise en œuvre des accords existants, alors ils ne peuvent qu'être salués. En général, le travail dans cette direction se déroule bien », a déclaré M. Peskov, lorsqu'on lui a demandé de commenter les déclarations d'intention des pays de l'UE d'entrer dans le format trilatéral de négociations sur le Haut-Karabakh.

Le porte-parole du Kremlin a rappelé que les accords trilatéraux des dirigeants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Russie sur le Haut-Karabakh ont été conclus « avec la participation très énergique du président Vladimir Poutine ».

« Les accords trilatéraux ont été signés avec la participation très active du président russe, et ils sont mis en œuvre avec sa participation très active. Il est en contact permanent avec le Premier ministre par intérim de la République d'Arménie, Nikol Pashinyan, et le Président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev. Nous sommes maintenant engagés dans la mise en œuvre des accords », a ajouté M. Peskov.

par [Ara Toranian](#)

<https://www.courrier.am/fr/region/avec-la-russie-nous-devons-juste-nous-reconcilier>

Avec la Russie, nous devons juste nous réconcilier

Ilham Aliyev partage avec Vladimir Poutine ses inquiétudes quant à l'ingérence de l'UE dans le conflit arméno-azerbaïdjanais.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev s'est rendu mardi à Moscou pour des entretiens avec son homologue russe Vladimir Poutine. Les discussions ont notamment porté sur l'avenir des accords de paix du Karabakh, qui risquent d'être rompus. Selon *Kommersant*, Bakou est agacé par les tentatives de médiation de l'UE dans le conflit. Ils pensent que cela pousse Erevan à réviser les accords négociés par la Russie. Toutefois, une source azérie informée a déclaré à *Kommersant* que « le but du pari est de pousser Bakou à prendre des mesures radicales et à impliquer l'armée russe ». Et il a noté que « à ce moment critique, il était nécessaire de synchroniser les montres entre les présidents Poutine et Aliyev ».

L'été 2021 est comme l'automne 2020

« Bien sûr, l'une des questions les plus importantes reste le règlement de la situation dans la région », a déclaré Vladimir Poutine lors de l'ouverture des entretiens avec Ilham Aliyev. « Je tiens à vous remercier d'avoir également trouvé des solutions de compromis. Ce sont toujours les plus difficiles, mais si nous voulons - et nous voulons tous - un règlement, alors nous devons suivre cette voie. Jusqu'à présent, nous avons réussi à le faire », a ajouté le président russe.

« Nous sommes bien déterminés à rendre la période d'après-conflit aussi indolore que possible, et je pense que grâce à nos efforts conjoints, nous en sommes arrivés là », a déclaré Ilham Aliyev en exposant sa vision de la situation.

Alors que les dirigeants russes et azerbaïdjanais s'efforcent de démontrer leur détermination à ne pas se détourner de la voie du règlement, la situation à la frontière arméno-azerbaïdjanaise rappelle de plus en plus celle de l'automne

dernier, prélude à la deuxième guerre du Karabakh. Dans le même temps, le Nakhitchevan, une enclave de l'Azerbaïdjan, menace de devenir un nouveau foyer d'instabilité. Le ministère azerbaïdjanais de la Défense a indiqué que « le 19 juillet à 20 h 50, les positions de l'armée en direction du district de Sadarak de la République autonome du Nakhitchevan ont à nouveau essuyé des tirs d'armes de différents calibres en provenance du territoire arménien », blessant un officier azerbaïdjanais. « *L'ennemi a été supprimé par des tirs de riposte* », a indiqué le ministère.

Pour sa part, le ministère arménien de la défense a imputé à Bakou la responsabilité de cette intensification : « *Les forces armées azerbaïdjanaises ont bombardé les positions de l'armée arménienne en direction du village de Yeraskh jusqu'à 2 heures du matin le 20 juillet. Après un échange de tirs intenses de plusieurs heures, le chef de Yeraskh a été blessé* ». « *Les forces armées arméniennes ne permettront aucun changement de la ligne de contact. Toute provocation à la frontière sera traitée avec sévérité* », a averti le ministère de la Défense.

Les événements du 14 juillet sur cette section de la frontière, qui se déroulaient déjà après la guerre du Karabakh de 44 jours et la signature d'un accord de paix par les dirigeants de la Russie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie le 9 novembre dernier, ont été le point de départ d'une nouvelle confrontation sur cette section de la frontière. Le ministère arménien de la Défense avait alors signalé la mort de son soldat à la suite de tirs provenant de la partie azerbaïdjanaise. Le ministère de la Défense azerbaïdjanais a répondu en accusant les forces armées arméniennes d'avoir bombardé les positions azerbaïdjanaises et blessé un soldat. Or, des fusillades avaient déjà eu lieu bien avant à d'autres endroits de la frontière arméno-azerbaïdjanaise.

Le Premier ministre arménien par intérim, Nikol Pachinyan, en visite à Moscou le 7 juillet, a déclaré lors de ses entretiens avec Vladimir Poutine : « *La situation n'est pas très stable à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Nous avons eu de nombreuses conversations à ce sujet. Depuis deux mois, nous avons ici un foyer d'inquiétude permanente. J'espère que nous pourrons synchroniser nos montres sur cette question* ».

Dans ce contexte, l'Azerbaïdjan et la Russie parlent également de la nécessité de « synchroniser leurs montres ». « *Il s'agit d'une visite de travail. Une*

synchronisation des montres », a déclaré le porte-parole de Vladimir Poutine, Dmitry Peskov, à la veille de la visite d'Ilham Aliyev. En outre, le service de presse du Kremlin a indiqué que les discussions porteraient sur « les aspects pratiques de la mise en œuvre des accords entre les dirigeants de la Russie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie sur le Haut-Karabakh du 9 novembre 2020 et du 11 janvier 2021, y compris les tâches de déblocage et de développement des liens économiques et de transport ».

Statut de point d'achoppement

Il convient de noter que, dès la visite de Nikol Pachinyan à Moscou, les déclarations officielles de la partie arménienne ont à nouveau soulevé la question du statut du Haut-Karabakh, qui a été à peine évoquée lors du dernier cycle de négociations russo-arméniennes au Kremlin. Le vice-premier ministre arménien par intérim, Tigran Avinyan, a déclaré qu'aucun accord de paix avec l'Azerbaïdjan ne pourrait être négocié sans régler le statut du Haut-Karabakh. Bakou, en revanche, indique clairement que le fait de pousser la question du statut du Karabakh est « une voie très défavorable et risquée ». Ilham Aliyev l'a dit plus tôt, ajoutant : « *Si les Arméniens pensent que le conflit n'a pas été résolu, alors laissez-les dire ce qui doit encore être résolu. Si nous parlons du statut du Haut Karabakh, j'ai déjà dit que l'Azerbaïdjan ne dispose pas d'une telle unité territoriale. Cette expression ne doit donc pas être utilisée. Il n'y a pas de Haut Karabakh, il y a le Karabakh* ».

Peu après, le ministère arménien des Affaires étrangères a diffusé une déclaration affirmant sa détermination « à défendre avec constance la réalisation du droit du peuple de l'Artsakh à l'autodétermination, la dé-occupation des territoires de l'Artsakh nettoyés sur le plan ethnique ». « *Nous sommes obligés de rappeler une fois de plus que l'histoire ne peut jamais être le point fort d'un pays dont le nom géographique et politique est vieux d'un siècle, et dont le nom 'Azerbaïdjanais' est encore plus récent* », a déclaré le ministère arménien des Affaires étrangères, exhortant Bakou à prendre conscience de la futilité des différends historiques avec un pays voisin à l'histoire séculaire.

La tournée du président du Conseil européen Charles Michel dans le Caucase du Sud, qui s'est terminée deux jours avant la visite d'Ilham Aliyev à Moscou, a

également jeté de l'huile sur le feu. Lors d'une conférence de presse conjointe avec Nikol Pachinyan, Charles Michel a déclaré : « *Il devrait y avoir une possibilité de négociations pacifiques, d'examiner la question du statut (du Karabakh)* ». Dans le même temps, il a précisé que l'UE prétend avoir son propre rôle dans la résolution du conflit.

« Soulever à ce stade de la phase d'après-conflit la question du statut du Haut-Karabakh est un ticket d'entrée pour Paris (la France est considérée à Bakou comme le principal lobbyiste européen des intérêts arméniens - ndlr) et l'UE dans la zone du Caucase du Sud, dont ils ont été écartés après le succès diplomatique de Moscou l'année dernière », a commenté le jeu géopolitique en Transcaucasie, une source informée de *Kommersant* à Bakou. Cependant, selon l'interlocuteur de *Kommersant*, un tel jeu comporte de sérieux risques : « *D'abord, pour Bakou, qui considère que le conflit est terminé, la question d'un quelconque statut dans les territoires internationalement reconnus est un chiffon rouge. Deuxièmement, avec la confrontation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur la frontière non délimitée et avec les communications qui ne sont toujours pas débloquées, le fait d'insister sur la question du statut menace d'entraîner une nouvelle aggravation, étant donné qu'elle a été le déclencheur du conflit dans les années 1980 et qu'elle constitue la pierre d'achoppement des négociations depuis trente ans* ». « *Ainsi, l'objectif de l'approche actuelle n'est pas d'amener les parties à la table des négociations, mais, par le biais d'une provocation à grande échelle dans la région, de tenter de modifier le format trilatéral des accords entre les parties, conclus avec la participation de la Russie. Le pari est de provoquer Bakou pour qu'il prenne des mesures radicales et implique l'armée russe* », résume l'interlocuteur de *Kommersant*.

Source : kommersant.ru

12- Nor Haratch Hebdo

22/07/2021

L'Arménie bientôt reliée à la Russie par la route Algeti-Sadakhlo

La Géorgie prévoit de construire plus de 20 routes d'ici 2024, dont l'une devrait devenir un corridor alternatif entre l'Arménie et la Russie, rapporte la correspondante de la radio publique Gita Elibekian.

La route reliant Sadakhlo, à la frontière avec l'Arménie, à la frontière avec la Russie, permettra à Erevan de faire partie de l'autoroute européenne Est-Ouest. La Géorgie a récemment reçu un prêt de la Banque européenne d'investissement pour la construction d'une nouvelle route menant à la frontière arménienne.

La route contournera Marneuli et d'autres communautés environnantes, devenant une nouvelle route de transit pour le transport de marchandises de l'Arménie vers la Russie. Elle rejoindra l'autoroute Est-Ouest (E-60), qui est le deuxième plus grand corridor de transit européen.

« Il y aura une route moderne sur le territoire de la Géorgie de la frontière avec l'Arménie à la frontière avec la Russie. C'est un projet sans précédent pour la Géorgie et l'Arménie », a déclaré Paata Tsagareishvili, directrice du Centre de recherche sur les corridors de transport.

Selon le politologue Giorgi Gobridze, la Géorgie tentera de maintenir son rôle de transit dans les conditions des nouvelles réalités de la région.

« Ces infrastructures raccourcissent considérablement la distance entre les pays et rendent le trafic encore plus sûr. La route Algeti-Sadakhlo joue un rôle important pour les deux pays. En général, la Géorgie s'intéresse à l'amélioration des relations économiques avec l'Arménie et tous les autres pays voisins, et c'est ce qu'elle fait aujourd'hui », a déclaré Gobridze.

21/07/2021

<https://www.arenion24.news/2021/07/21/neo-ottomanisme-et-erdoganisme-comprendre-la-turquie-du-xxie-siecle/>

Néo-ottomanisme et « erdoganisme » : comprendre la Turquie du XXI^e siècle

Par Olivier Bouquet

Le 10 juillet 2020, le Conseil d'État de Turquie annule le décret du 24 novembre 1934 qui faisait de Sainte-Sophie un musée. Le même jour, le président Recep Tayyip Erdogan (depuis 2014) annonce le transfert de l'administration du site à la Présidence des affaires religieuses, fixant la date de réouverture du culte musulman au 24 juillet. La décision est critiquée par les Européens, les États-Unis, la Russie, l'UNESCO, le Vatican... Sainte-Sophie, joyau religieux, architectural et historique, fut la plus grande église de la chrétienté pendant un millénaire. L'impact symbolique de la décision du 10 juillet se comprend à l'aune d'une histoire longue qui remonte à l'Empire byzantin. En revanche, le choix du 24 juillet relève d'une séquence historique récente.

Sous Mustafa Kemal dit Atatürk (1923-1938), le traité de Lausanne du 24 juillet 1923 était salué comme un événement positif : alors qu'il était réduit à la portion congrue par le traité de Sèvres du 10 août 1920, l'État turc désormais élargi à toute l'Anatolie était reconnu par le droit international et l'Empire ottoman rejoignait les oubliettes de l'histoire. Recep Tayyip Erdogan conteste une telle lecture : l'accord de Lausanne aurait été imposé par les puissances occidentales ; selon lui, alors que l'Empire ottoman comptait près de 3 millions de kilomètres carrés au début du XX^e siècle, la Turquie fut réduite à quelque

780 000 kilomètres carrés en 1923. À l'en croire, le droit international aurait notamment privé le pays de ses îles égéennes. Au-delà de la Méditerranée, les objectifs de la reconquête engagée en Libye en 2019 n'ont de limite que les avancées des troupes ottomanes à l'époque impériale.

Autrement dit, le régime d'Ankara a repris Sainte-Sophie, patrimoine de la Turquie avant d'être celui de l'humanité. Désormais, il revendique des espaces abandonnés à Lausanne. Cette remise en question du droit international se lit à la lumière de trois évolutions : la Turquie du XXI^e siècle est le lieu d'une articulation nouvelle entre islam, Europe et démocratie ; une politique néo-ottomane marque à la fois le dépassement et le prolongement du kémalisme ; le cap de l'« erdoganisme » est celui d'une « revanche de l'histoire ».

(...)

L'« erdoganisme » : une revanche de l'histoire

À l'instar du néo-ottomanisme, la notion d'« erdoganisme » a été introduite par des politistes. Elle repose sur deux principes : la démocratie est réduite à la souveraineté nationale et à la seule expression du suffrage universel ; le respect de la morale (l'interdit omniprésent de l'insulte) prévaut sur la jouissance des droits et l'exercice des libertés fondamentales (la liberté de conscience est ramenée à celle de doctrine religieuse). Le pouvoir d'Ankara fait un usage quotidien de l'article 301 du Code pénal, lequel condamne de six mois à deux ans de prison celles et ceux qui « dénigrent le peuple turc, l'État turc, le Parlement turc, etc. ». L'« erdoganisme » s'adosse à la principale idéologie politique turque du XX^e siècle, la prolonge et la dépasse : le kémalisme. Les leaders et les théoriciens de ce courant ont toujours veillé à purger la « mémoire vivante » (5) de l'histoire ottomane, altérité absolue du devenir républicain du XX^e siècle. Les leaders de l'erdoganisme, en revanche, intègrent pleinement le passé impérial au devenir néo-ottoman de la Turquie du XXI^e siècle.

L'« erdoganisme » est à la fois :

- un antikémalisme : l'utopie révolutionnaire comme refus de l'ordre ancien et façonnement d'un homme nouveau débouche sur une contre-révolution à la fois

islamiste, nationaliste et moderne ;

- un postkémalisme : de même que toute terre gagnée par les armes lors de la guerre de libération nationale (1919-1922) se devait d'être reconnue comme turque, de même toute terre anciennement ottomane a vocation à devenir néo-ottomane ;
- un kéalisme néo-ottoman : à l'instar du sultan, le président assure la redistribution des ressources et l'équilibre de la justice ; la transformation politique vise à améliorer la vie des citoyens, le pouvoir d'achat étant l'indicateur consensuel du progrès socio-économique ;
- un anti-occidentalisme : le révisionnisme des traités internationaux et la menace d'un complot ourdi à l'étranger conduisent au rejet des Lumières, matrice d'inspiration du kéalisme.

Cette réorientation idéologique implique une réécriture de l'histoire. En Turquie, l'histoire est la reine des disciplines universitaires ; elle partage avec le droit, principal garant de la légitimité républicaine, le statut de conscience morale de la société ; elle dispose d'une solidité institutionnelle et d'un soutien politique indéfectible, pour le meilleur et pour le pire : après la répression du coup d'État manqué du 15 juillet 2016, l'exigence de conformation des études au programme néo-ottoman a exercé une loi d'airain sur le niveau général des contributions scientifiques. La valorisation à tous crins d'une civilisation ottomane fait la part belle aux combattants de l'islam, accentue le recul des théories de la modernisation et conduit à la disparition des figures de la contestation. Un ensemble de prédéterminations néo-ottomanes innerve la pensée critique des historiens de métier. Parallèlement, dans l'univers commémoratif, une déformation outrancière des réalités ottomanes alimente une « mémoire du ressentiment » (6).

Comme l'a souligné l'historien turc Edhem Eldem dans sa leçon inaugurale au Collège de France en 2018, « la Turquie est "cliomane" et "cliopathe", à la fois folle et malade d'histoire [...] : "cliomane", par son obsession d'attribuer à l'histoire une mission politique et idéologique vouée à modeler la nation et le citoyen ; "cliopathe", par ses mythes et inventions, mais surtout par ses craintes, ses complexes, ses silences, ses tabous, ses dénis, son négationnisme ». Autant de

pathologies aujourd'hui investies par la politique « erdoganiste » de l'histoire. Les « horizons d'attente » de la République turque sont rattachés au « futur passé » du néo-ottomanisme. Leur liaison est le fruit d'un programme d'action : la « revanche de l'histoire » (7) qu'Ankara entend prendre sur les ennemis désignés des siècles passés.

Pour l'« erdoganisme », tout ce qui a été ottoman, la Crète, Chypre, les îles ioniennes, est amené à le redevenir. Les États coloniaux, Grèce, Chypre, Israël, et leurs alliés veulent redécouper la Méditerranée. Il est impératif de leur barrer la route. Comme le kémalisme, l'« erdoganisme » est un « anti-impérialisme nationaliste » (8). Sa boussole reste islamiste, mais son mode d'action est un pragmatisme syncrétique. Il convoque tout ce qui a fait son succès, mais à des degrés différents, en fonction du terrain choisi : à la fois anticolonial et néo-ottoman, islamiste et kémaliste, nationaliste et généalogique. Autant de fils que le président Erdogan tire séparément ou ensemble. La projection permanente du passé ottoman sert son destin politique à court terme : il veut gagner l'élection présidentielle de 2023 et faire coïncider sa victoire avec la célébration du centenaire de la République. Mais surtout, elle modèle un projet islamo-nationaliste conçu à long terme et façonne l'image que Recep Tayyip Erdogan entend laisser dans l'histoire : transformer l'héritage d'Atatürk et refonder la Turquie comme une grande puissance musulmane.

(Lire l'article complet en ligne)

14- Nor Haratch Hebdo

22/07/2021

Plusieurs maires de l'opposition

démissionnent sous la pression du gouvernement

Les chefs d'au moins trois communautés rurales de la province de Lori soutenant des groupes d'opposition ont démissionné, cédant aux pressions exercées sur eux par le gouvernement après les élections législatives du mois dernier.

Le Premier ministre Nikol Pachinian s'est engagé à mener des « vendettas politiques » contre les responsables locaux liés à l'opposition à travers le pays pendant la campagne électorale. Il a affirmé qu'ils forçaient leurs subordonnés à assister à des rassemblements électoraux organisés par ses opposants politiques.

Un haut collaborateur de Pachinian a effectivement exigé leur démission peu de temps après l'annonce des résultats officiels des élections qui ont donné la victoire du parti « Contrat civil ». Les médias arméniens ont rapporté les jours suivants que plusieurs gouverneurs de province convoquent des maires de village pro-opposition et font pression sur eux pour qu'ils démissionnent.

Le gouverneur de Lori, Aram Khachatrian, a déclaré le 29 juin que le résultat des élections équivalait à un vote de défiance envers ces maires.

Arsen Titanian, le chef du village d'Odzoun soutenant le bloc d'opposition « Hayastan », a affirmé le 23 juin avoir été passé à tabac par des subordonnés de Khachatrian à l'intérieur du bâtiment de l'administration après avoir dit au gouverneur qu'il ne démissionnerait pas.

« Hayastan » a également été ouvertement soutenu pendant la course parlementaire par Mher Gevorgian, le maire de longue date de Gyoulagarak et plusieurs petits villages Lori formant une seule communauté.

Pas plus tard que le 29 juin, Gevorgian a insisté sur le fait qu'il n'avait pas l'intention de démissionner. Néanmoins, il a remis sa démission mardi.

Les maires de longue date de deux autres villages Lori, Hartagoyugh et Saralandj, ont également démissionné ces derniers jours. L'un d'entre eux a affirmé avoir des problèmes de santé tandis que l'autre a déclaré vouloir se lancer dans une activité entrepreneuriale.

Le gouverneur Khachatryan a nié tout lien entre les démissions et sa déclaration post-électorale. Mais il a également réitéré que les habitants de la région frontalière de la Géorgie vont bientôt « sentir sur leur peau le pouvoir du mandat de l'acier » que le parti au pouvoir a remporté lors des élections.

Dans une déclaration du 30 juin, le président de l'Union des communautés d'Arménie, qui représente les administrations locales élues du pays, a condamné les tentatives du gouvernement de se débarrasser des maires dissidents comme étant illégales et antidémocratiques.

15- La Croix

21/07/2021

<https://www.la-croix.com/Monde/Le-Haut-Karabakh--commence-long-deminage-2021-07-21-1201167263>

En Azerbaïdjan, un long déminage commence

Les champs de mines empêchent encore les centaines de milliers de réfugiés azerbaïdjanais, ayant fui l'ouest du pays après la défaite contre l'Arménie dans les années 1990, de retourner dans leur région natale.

- Fabrice Deprez, envoyé spécial à Choucha (Azerbaïdjan)

Huit mois après la défaite subie par l'[Arménie](#) dans le [Haut-Karabakh](#), une région d'Azerbaïdjan contrôlée depuis les années 1990 par des séparatistes arméniens soutenus par Erevan, des cartes sont devenues l'un des principaux sujets de contentieux entre les deux pays.

Celles-ci marquent en effet l'emplacement de champs de mines disséminés à travers le Haut-Karabakh et le reste d'une région contrôlée pendant presque trente ans par l'Arménie, et que Bakou réclame depuis la signature du cessez-le-feu en novembre 2020. Signe de leur importance, elles se sont transformées pour l'Arménie en monnaie d'échange : le 12 juin puis à nouveau le 3 juillet, les deux

pays ont annoncé avoir échangé 30 prisonniers arméniens contre des plans donnant la position de près de 200 000 mines à travers la région.

Pour Bakou, cette contamination des sols représente le principal obstacle au « Grand retour », un plan de rapatriement des quelque 600 000 citoyens azéris expulsés par les troupes arméniennes lors de la première guerre du Haut-Karabakh, achevée en 1994. Un retour qui ne pourra se faire sans d'énormes investissements en infrastructures et un déminage préalable.

L'attrait du retour

« La priorité est de soutenir les opérations de reconstruction, nous opérons en fonction des projets d'infrastructure », explique Samir Poladov, directeur adjoint de l'agence de déminage azérie (Anama). Près de la ligne de démarcation entre l'Azerbaïdjan et les territoires encore tenus par les séparatistes arméniens, les troupes russes de maintien de la paix ont, elles aussi, entamé des opérations de déminage.

Malgré les panneaux rouges à tête de mort sur les bords de route, l'attrait du retour reste trop fort pour certains : d'après les chiffres de l'Anama, 17 civils ont été tués et 32 blessés par des mines et autres engins explosifs depuis la fin du conflit, en majorité des personnes venues revisiter leur village natal après plusieurs décennies d'absence. Deux journalistes azéris ainsi qu'un officiel sont morts en juin dans l'explosion d'un de ces engins.

« Je comprends ceux qui souhaitent depuis de longues années retourner dans leurs maisons, mais je dois vous demander d'attendre un peu plus longtemps, jusqu'à ce que le travail de déminage soit terminé », a déclaré l'autoritaire président Ilham Aliyev en février.

Un lent déminage

L'expulsion des Azerbaïdjanais dans les années 1990, mais aussi le récent exil forcé des populations arméniennes qui vivaient dans les territoires repris par l'Azerbaïdjan l'année dernière, complique la tâche des démineurs. *« Lorsque nous effectuons des relevés préliminaires, la population locale est généralement la première source d'information, mais dans ce cas-là, il n'y en a plus »,* concède à Bakou Samir Poladov. Les autorités azéries assurent que les mines ont été posées

en deux vagues : d'abord dans les années 1990, puis l'année dernière lors de la retraite des troupes arméniennes.

Le travail est lent et méticuleux, et pourrait durer au moins une décennie. Dans une zone du sud du pays non loin de la frontière iranienne, 35 démineurs de l'Anama (sur les quelque 550 déployés dans l'ensemble de la région) déblaient les 30 mètres autour d'un futur rail de chemin de fer devant, à terme, mener à l'enclave azérie de Nakhitchevan. Une zone de 1 200 mètres de long et 60 de large, fouillée depuis le mois de janvier et dans laquelle les démineurs ont déjà trouvé plus de 1 000 mines. « *C'est un mélange d'anciennes et de nouvelles mines, de mines antipersonnel et anti-tank* », assure Mamat Mamedov, l'un des représentants de l'Anama.

Le problème n'est pas non plus limité à la zone sous contrôle de l'Azerbaïdjan : dans la ville de Stepanakert, toujours tenue par l'autoproclamée république d'Artsakh, les autorités locales ont annoncé en janvier avoir désamorcé près de 30 000 explosifs. Ni l'Azerbaïdjan ni l'Arménie ne sont signataires de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel.

16- La Croix

22/07/2021

<https://www.la-croix.com/Monde/Cigarettes-Alcohol-derniere-frontiere-fin--periple-velo-2021-07-22-1201167448>

« Cigarettes ? Alcohol ? » : dernière frontière avant la fin du périple à vélo

Pascal Charrier, Photos : Marc Garmirian

En 1922, Hagop Garmirian, Arménien de Constantinople, a quitté Istanbul pour Marseille en bateau. Marc, son petit-fils, journaliste reporter d'images, a parcouru cette route de l'exil à rebours et à vélo... Pascal Charrier, grand reporter à « La Croix », l'a accompagné. Aujourd'hui : de Thessalonique à Istanbul. De Marseille à Istanbul, à vélo (8/9).

Même sous un soleil brûlant, la façade du terminal portuaire de Thessalonique fait son âge. Édifié en 1911, ce bâtiment dit des douanes est le plus vieil immeuble en béton armé de la ville. Le *Costantinopoli*, bateau sur lequel le grand-père de Marc a navigué, a accosté dans ces eaux le 15 octobre 1922. Si Hagop a débarqué, il a foulé le sol d'une cité cosmopolite marquée par l'influence de son futur pays. Le centre-ville a été réorganisé par l'urbaniste français Ernest Hébrard après un grand incendie en 1917.

Les larges avenues portent sa patte et des aménageurs modernes ont ajouté des pistes cyclables. Il faut les partager avec des conducteurs qui les confondent avec des places de parking et des *cartoneros*, des chiffonniers qui tirent des chariots chargés de cartons ramassés dans la rue. On pourrait se croire à Buenos Aires. Une de ces artères, la rue Tsimiski, mène vers le centre culturel arménien.

Thessalonique a aussi servi de refuge à des milliers d'Arméniens après le génocide, base d'une communauté locale encore nombreuse. Sossie Mouchlian, elle, a quitté le Liban après l'explosion du port de Beyrouth, en août dernier. « *Elle a détruit ma maison* », explique-t-elle. Comme son mari possède la nationalité grecque, elle s'est repliée vers ce pays dont elle ne connaît pas la langue et elle attend un prêtre qui doit l'accompagner à une séance de vaccination.

Le consulat turc protégé comme une forteresse

Le père Stéphane est lui aussi un Arménien du Liban. Il ne peut pas nous renseigner sur le Thessalonique de 1922, mais il nous fait visiter l'église Sainte-Marie, construite en 1903. « *Une église apostolique* », précise-t-il. La ville compte aussi des mosquées, vestiges de cinq siècles d'occupation ottomane. Au premier regard, elles paraissent moins bien entretenues que la maison natale de Mustafa Kemal Atatürk, qui a vu le jour en 1881 à Thessalonique.

La bâtisse blanche est devenue un musée à la gloire du père de la nation turque. Elle héberge aussi le consulat turc et est protégée comme une forteresse. Un car de police dehors, des agents de sécurité dedans. Dans la cour, nos vélos ne risquent rien. L'entrée est gratuite. Les visiteurs doivent juste s'inscrire sur un registre. La liste vient de s'enrichir du nom du petit-fils d'un Arménien. La randonnée cyclo-historique continue à la villa Allatini, siège de l'administration

régionale de la Macédoine. En 1909, la vaste demeure servait de résidence surveillée d'Abdülhamid II, le « sultan rouge » déposé par les Jeunes-Turcs, futurs organisateurs du génocide. Lui-même fait massacrer 200 000 Arméniens en 1894-1896. Dans le jardin, un buste de Moïse Allatini rappelle que cet ancêtre de Marcel Dassault en fut le premier propriétaire au XIX^e siècle.

L'entrepreneur était un membre éminent de la communauté des juifs saloniens, majoritaire dans la « Jérusalem des Balkans » et exterminée par les nazis. Un dernier écart par la ville haute et il faut songer à quitter cette cité où l'histoire affleure à chaque coin de rue. Après 50 kilomètres, la faim nous pousse à répondre à l'appel de panneaux indiquant tavernes et hôtels, au bord d'un lac, près d'Apollonia. Fausse joie.

Ville fantôme

La descente débouche sur une ville fantôme, dont des chiens, des chats et des cigognes semblent les seuls habitants. Des matelas sont abandonnés dans les rues, les poubelles débordent, un gros ours en peluche traîne par terre. Nous avons posé pied dans un site de vacances abandonné, qui a été transformé en centre d'hébergement pour migrants. Évanoués. « *Ils sont partis depuis deux semaines et je ne sais pas si d'autres vont revenir* », explique Kiriakos.

Avec Abdullah, un jeune Irakien, ce Grec tient une épicerie pour cette clientèle disparue. L'épicier nous offre de l'eau fraîche et n'a pas perdu sa journée. Nous lui achetons de quoi cuisiner un festin. Pâtes et sardines nous donnent la force de rouler jusqu'à la mer et Asprovalta. Le camping n'est pas encore en service. « *No wasser, no wasser* » (« pas d'eau »), répète le gardien. Trois mots d'allemand suffisent à le convaincre d'ouvrir la barrière. Faute d'eau douce, la mer suffira pour se doucher.

Une nouvelle étape commence, plate. Les plages de sable défilent devant le golfe Strynomique. Cette crique est plus tentante pour enfileur un maillot de bain. Elle est déserte. Ce n'est pas pour rien. Les rochers sont couverts d'oursins, comme le chemin l'est d'épines. Nous n'avons pas crevé depuis Marseille ? Voilà, c'est fait, mais Kavala est atteinte, pour une arrivée de jour, une fois n'est pas coutume.

Les chrétiens, « Atatürk les a jetés dehors

»

...